



Madrid, le 4 octobre 2006

Mesdames et messieurs les membres du Conseil supérieur de la magistrature,

Nous, magistrats européens, avons pris connaissance avec consternation des attaques lancées contre la justice française par le ministre de l'intérieur.

La Déclaration française des droits de l'homme, qui demeure une référence pour l'Europe, prévoit notamment que *toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution*. C'est aussi en France qu'a été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous exprimons notre plus vive préoccupation face aux déclarations provocantes du ministre de l'intérieur, qui nous apparaissent manifestement en rupture avec cette tradition démocratique et humaniste. Nous considérons qu'aucune démocratie européenne ne saurait s'accommoder durablement de tels discours, de nature à jeter le discrédit sur une institution en charge de l'application de la loi.

Nous ne méconnaissions pas les enjeux de la lutte contre le crime. Mais une société démocratique ne peut accepter qu'une seule exigence d'efficacité conduise au mépris des principes qui la fondent : soumission de l'Etat au droit, séparation des pouvoirs, respect des décisions de justice.

C'est pourquoi nous voulons exprimer, par cette lettre ouverte, toute notre solidarité avec nos collègues français, dont l'honneur et le devoir sont d'appliquer la loi, de rendre justice en toute indépendance, et de résister à toutes les démagogues.

Pour l'association *Magistrats européens pour la démocratie et les libertés*,

Le président,

Miguel Carmona Ruano

*Association syndicale des Magistrats (Belgique), Cyprus Judges Association (Chypre), Soudcovska Unie Ěeské Republiky, Unie statnich zastupcu Ěeske republiky (République tchèque), Syndicat de la Magistrature (France), Vereinigte Dienstleistungsgewerkschaft VER.DI [Fachausschuss Richter und Staatsanwälte], Neue Richtervereinigung NRV (Allemagne), Eteria Elinon Dikastikon Litourgon gia ti Demokratia ke tis Eleftheries (Grèce) ; Magistratura democratica (MD), Movimento per la Giustizia (Italie) , Iustitia , Association des procureurs de Pologne (Pologne), Associação Sindical dos Juizes Portugueses ASJP, Sindicato dos Magistrados do Ministério Público (Portugal) , Jueces para la democracia , Unión progresista de Fiscales (Espagne)*